

Paris, le 19 novembre 2025

**DELEGATION
FRANÇAISE
AP-OSCE**

**LE PRÉSIDENT,
REPRESENTANT
SPECIAL POUR LES
AFFAIRES
MEDITERRANEENNES**

**AP-OSCE
SESSION D'AUTOMNE D'ISTANBUL
FORUM MEDITERRANEEN
19 NOVEMBRE 2025**

ALLOCUTION DE M. PASCAL ALLIZARD (A DISTANCE)

Monsieur le Président,

Chers Collègues,

Madame la Professeure,

Mesdames, Messieurs,

Tout d'abord, je vous prie de m'excuser de devoir intervenir à distance ce matin, étant retenu à Paris, au Sénat, par les débats parlementaires et budgétaires en cours. J'aurais tant aimé être physiquement parmi vous à Istanbul, une ville que je connais bien pour y avoir effectué, avant d'être parlementaire, plusieurs missions professionnelles, dans le domaine de l'industrie. Oui, j'aime cette ville, héritière d'une longue et prestigieuse histoire, carrefour de civilisations, de traditions et de modernité, d'échanges commerciaux et de dynamisme économique, fière de son passé, riche de son présent et regardant résolument vers l'avenir. Un avenir qui se trouve à la fois à l'occident et à l'orient, mais surtout ici, au centre, au cœur de la Méditerranée, cet espace commun que nous avons en partage. C'est ainsi que j'entends la devise de cette session : être au centre, là où « cela se passe », où l'on peut agir et avoir un impact.

En effet, où pourrait-on mieux rappeler le rôle central de cette *Mare Nostrum* qu'est notre Méditerranée, espace maritime, économique, politique et humain dont nous voudrions qu'il unisse plus qu'il divise ? Nous devons en tout cas œuvrer en ce sens.

Je tiens à remercier le Parlement turc, la délégation turque et son président, Selima Altinok, pour leur accueil et leur organisation qui ont impressionné mes collègues de la délégation française en particulier, mais aussi, je le sais, l'ensemble des participants.

La Turquie, justement, a légitimement mis en avant, au cours de vos débats d'hier et d'avant-hier, la nécessité de renforcer la médiation, le dialogue, la confiance pour « rapprocher les perspectives » et, dans l'époque d'incertitude où nous sommes, avancer vers les buts communs de notre organisation : la sécurité et la coopération dans les domaines politique, économique, environnemental et humain et elle y joue elle-même un rôle exemplaire.

Je tiens à saluer tout particulièrement les délégations de nos pays partenaires pour la Méditerranée, présents à Istanbul ou intervenant à distance.

Ces pays partenaires sont au nombre de six, je le rappelle : le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, l'Égypte, la Jordanie et Israël, d'Ouest en Est, sachant que nous avons des contacts suivis avec le Conseil national

palestinien, que nous avons toujours invité à s'exprimer, en tout cas depuis que je suis Représentant spécial et je remercie le Président Pons de m'avoir confirmé dans ces fonctions.

Nous avons participé ensemble, avec le président Pons, à la mission effectuée, du 7 au 11 mars, en Israël et dans les territoires palestiniens, avec notre présidente émérite Pia Kauma, ainsi que les vice-présidents Luis Graça et Kyriakos Hadjoïanni, et notre Secrétaire général Roberto Montella.

Cette mission répondait à une invitation de la délégation israélienne auprès de l'AP-OSCE, qui est l'une de celles que nous rencontrons régulièrement dans le cadre de ma mission auprès des pays partenaires de la Méditerranée. Nous avons aussi rencontré les représentants de l'Autorité palestinienne qui siège à Ramallah. Lors de notre mission, ces contacts à Ramallah ont été facilités par la représentation chypriote, mais aussi par la représentante finlandaise.

Nous avons rencontré sur le terrain une grande diversité de responsables politiques de haut niveau, en Israël comme dans les territoires palestiniens.

Nous n'avons hélas pas pu aller à Gaza, mais avons traversé une partie de la Cisjordanie.

Avant de revenir sur la situation à Gaza, qui fait l'objet du débat public de ce matin, je tiens à souligner que je crois beaucoup, comme vous le savez, cher Président Pons, et comme le savent aussi les

présidents des délégations des pays partenaires présents, à l'utilité voire à la nécessité de telles missions de terrain.

J'envisage une prochaine mission au Maroc et je souhaiterais dès que possible en prévoir avec nos interlocuteurs des autres pays partenaires.

La situation au Proche Orient et le conflit israélo-palestinien en particulier ont pris une place croissante dans les débats et dans préoccupations de l'AP-OSCE. Située en périphérie de la zone OSCE, elle affecte pourtant celle-ci de façon importante et nous impacte particulièrement, nous Européens, et pays partenaires, qui avons la Méditerranée en partage.

Mon premier souci en tant que Représentant spécial pour les affaires méditerranéennes est de **maintenir le dialogue avec chacune des parties au conflit**, du côté de l'Etat d'Israël et de la société civile israélienne, mais aussi du côté palestinien, où se pose clairement la question de la qualité étatique de l'Autorité palestinienne et de ses structures. Y opèrent des ONG puissantes et organisées, comme le Croissant rouge palestinien, avec lequel nous avons eu de longs échanges au siège de Ramallah, qui contrôle ou supervise l'ensemble des opérations humanitaires et sanitaires, y compris à Gaza, au moyen de matériels sophistiqués et d'équipes humanitaires dévouées.

Nous n'avons hélas pas pu rencontrer de représentants de l'agence de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient, l'UNRWA, qui a été complètement démantelée par les opérations israéliennes.

Ce lien de l'OSCE avec les Nations Unies, qui est un lien historique et fondateur, est important et j'y reviendrai car il concerne aussi d'autres zones de la région méditerranéenne au sens large, par exemple le Sahara, sur lequel une décision importante a été prise par le conseil de sécurité des Nations Unies, le 31 octobre à New York, la résolution 2 797 qui consacre explicitement le plan d'autonomie comme base d'un nouveau processus politique.

Pour revenir à Gaza, après l'accord du mois dernier sur le cessez-le-feu, nous avons salué cet accord et la libération des otages encore vivants ainsi que les éléments clés d'un plan de paix pour Gaza. En effet cet accord a marqué une première étape extrêmement importante pour la paix dans la région.

Nous attendons avec impatience l'aboutissement des prochaines étapes du plan de paix, particulièrement la livraison de quantités massives d'aide humanitaire pour soutenir la population de Gaza.

Pour le moment, **la question de l'accès des ONG et des travailleurs humanitaires à Gaza demeure en effet posée avec d'autant plus d'acuité** que le cessez-le-feu a été rompu par l'armée israélienne, celle-ci ayant, de surcroît, attaqué le Sud-Liban.

Du côté palestinien, nous avons échangé au printemps avec la ministre des affaires étrangères, ainsi qu'avec le vice-président du conseil national palestinien.

Plus que jamais, il importe de rebâtir un ordre durable sur les ruines de l'urgence.

Je veux ici comme dans toute la région favoriser, au-delà du fracas des bombes, un agenda positif, car **une perspective de reconstruction existe**, à laquelle tous nos interlocuteurs palestiniens paraissent vouloir s'accrocher et que tous les Israéliens ne rejettent pas d'emblée.

Il faut en effet, tout en réaffirmant la pertinence de la solution à deux Etats, **pouvoir, concrètement et dès maintenant, entrevoir « le jour d'après », progressivement, étape par étape, avec la population de la bande de Gaza et une gouvernance à plus long terme.** C'est ma vision, c'est la vision de la France et de beaucoup d'autres pays membres représentés ici. L'Europe aussi, à mon sens, devrait le soutenir, pour devenir enfin actrice plus que spectatrice d'un processus pouvant conduire à une vraie solution.

L'Union européenne, qui persiste à investir plusieurs dizaines de millions d'euros dans l'aide humanitaire de plus en plus difficile à acheminer et obstruée par de multiples obstacles, mais dont l'Autorité palestinienne attend le soutien financier. L'Europe dont on n'entend guère la voix, mais dont on attend malgré tout l'action. **Cette région a tant besoin de stabilité et de paix !**

Je serai heureux de rapporter prochainement au Sénat français le pacte pour la Méditerranée qui a été annoncé par la Commission européenne et qui devrait être lancé au plus haut niveau très prochainement, à la fin du mois.

Ce pacte présente une nouvelle vision des relations entre l'UE et les pays du pourtour méditerranéen.

Ce partenariat se veut exemplaire et entre « égaux », basé sur les principes de co-création et d'initiatives conjointes concrètes. L'élaboration du pacte est le fruit d'un vaste processus de consultation.

Puissions-nous, à l'AP-OSCE, nous inspirer d'une telle méthode, et j'espère pouvoir avancer dans les consultations avec nos partenaires à Vienne, pour notre session d'hiver, dans les trois dimensions de l'OSCE.

- 1) Le volet humain car les personnes sont les moteurs du changement, des connexions et de l'innovation : parlons promotion de l'enseignement supérieur, de la formation professionnelle, de l'emploi, de la mobilité, de la culture, du tourisme et du sport !
- 2) Le volet économique et environnemental : parlons, dans la continuité de votre débat d'hier matin, renforcement de nos relations commerciales, mais aussi transition écologique et énergétique des pays méditerranéens, qui subissent de plein fouet le dérèglement climatique et disposent de tant d'atouts. Débattons du renforcement de nos infrastructures numériques et de transports ! Demandons-nous comment libérer le potentiel de croissance et de création d'emplois des petites et moyennes entreprises, qui représentent 90% du nombre total d'entreprises dans les pays du Sud de la Méditerranée ?
- 3) Le volet Sécurité, doit aussi être abordé à hauteur d'hommes, pour encourager des actions visant à relever les défis communs en matière de sécurité, de migration illégale et de gestion des frontières. Nous avons tous intérêt notamment à renforcer notre réponse collective dans la lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme en renforçant la coopération en matière judiciaire et policière.

Telles sont quelques unes des directions que je souhaiterais voir inspirer nos échanges, tout en continuant, bien sûr, à Gaza, en Palestine, en Israël, au Proche Orient, à œuvrer pour **une solution politique au-delà même des urgences humanitaires, qui sont évidemment criantes.**

Plus que jamais, l'AP-OSCE doit rester un acteur encourageant le dialogue politique, à la paix, à la sécurité.

Dans ce contexte, les espoirs de stabilité au **Liban** que nous pouvions encore nourrir à Porto en juillet sont hélas encore bien trop fragiles. Je remercie nos collègues turcs d'avoir invité des collègues libanais et regrette que la situation ne leur permette pas de nous faire entendre leur voix.

La situation en **Syrie**, doit également nous alerter. Nous devons demeurer extrêmement attentifs à l'évolution de la situation dans ces deux pays et tout faire pour encourager la stabilité et une sécurité durables, passant par une transition inclusive en Syrie.

D'autres points d'extrême vigilance existent dans la région méditerranéenne, particulièrement en **Lybie**, où il est impératif de relancer un processus politique et de renforcer la sécurité.

Je serai tout particulièrement heureux de vous entendre ce matin et d'entendre la voix des représentants **de l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée**, organisation internationale créée en 2005 par les parlements nationaux des pays de la région Euro-méditerranéenne. Elle n'est pas sans point commun avec nous, car elle a succédé à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Méditerranée (CSCM), lancée au début des années 90.

L'objectif principal de l'APM est de forger une coopération politique, économique et sociale entre les États membres afin de trouver des solutions communes aux défis auxquels est confrontée la région Euro-méditerranéenne et du Golfe, et de créer un espace de paix et de prospérité pour ses peuples.

Merci à la Turquie d'avoir permis d'élargir ainsi ce dialogue interparlementaire ce matin aux représentants parlementaires de l'organisation de la conférence islamique ; cette organisation compte, comme nous, 57 Etats membres, et exprime aussi le dialogue politique nécessaire, d'autant plus s'il est tourné vers l'agenda constructif que je me suis efforcé d'esquisser devant vous.

Amorçons donc ce matin, **cette mise en réseau des projets**, je m'en réjouis par avance, et faisons converger nos efforts pour faire de cette grande région, appréhendée le plus souvent seulement comme un foyer de tensions et de crises, aussi et peut-être, j'ose l'espérer, à terme, surtout, **une zone de construction, de stabilité et de développement.**

Je vous remercie.